

Le rêve et la réalité de l'emploi des jeunes au Burundi

PANA, 15 septembre 2020 Bujumbura, Burundi - On se croirait en pleine ambiance électorale en observant les files d'attente interminables de jeunes diplômés sans emploi devant les bureaux d'enregistrement officiellement ouverts le 14 septembre dernier à Bujumbura, la capitale économique du Burundi, et à l'intérieur du pays.

Les candidats éligibles à la demande d'emploi vont du détenteur d'un simple certificat de la 9^{ème} année post-fondamentale à l'universitaire le plus titré, ne dépassant toutefois pas la quarantaine d'âge. L'opération de recrutement a débuté le 14 septembre avant d'être prolongée "jusqu'à un nouvel ordre", face au flot continu de candidats au premier emploi devant les bureaux d'enregistrement géographique. Au cours de ces trois derniers jours, près de 250.000 jeunes se sont manifestés et ont reçu des inscriptions, indique-t-on du côté du ministre burundais de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique qui pilote l'opération. Certains dans l'opinion se demandent si l'opération arrivera pas à l'effet d'annonce des promesses électorales des nouvelles autorités du Burundi. Aucune indication n'est à ce jour disponible pour mettre en œuvre cette nouvelle politique d'emploi des jeunes, représentant au moins 65 pc de la population burundaise, selon les données officielles. Sur le papier, le Burundi dispose d'une ambitieuse politique visant la réduction du chômage, notamment celui des diplômés, l'accroissement de l'employabilité des sortants du système scolaire et la mise à jour des compétences requises par la formation continue. Cette politique se situe dans le sillage d'une stratégie énoncée depuis 2014, dans la Vision Burundi 2025. La vision ambitionne de réduire le taux de pauvreté de 40 pc, le sous-emploi de 20 pc et le taux de chômage réel (y inclus les formes de sous-emploi correspondant en réalité à des conditions de chômage) de 10 pc, à l'horizon 2025. La même vision prévoit la création de millions de postes de travail à moyen terme, de fonds d'appui au développement du secteur privé (fonds de garantie et accompagnement des petites et moyennes entreprises, fonds national pour le financement des jeunes créateurs d'emploi). D'un autre côté, la vision repose sur des efforts conjugués entre les micro-finance et les banques commerciales, permettant d'offrir au public des produits différemment ciblés et accessibles pour le financement à long terme des micro, petites et moyennes entreprises des secteurs formel et informel, ainsi que pour de grandes entreprises privées. A l'horizon 2025, il est encore question de réduire le taux de pauvreté à moins de 30 pc et le taux de chômage réel à moins de 5 pc (taux frictionnel correspondant au plein emploi).

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});